

Dans ce texte, Karina Nohales et Javiera Manzi, militantes féministes de la [Coordinadora 8M](#), analysent la dernière élection qui a donné la victoire à la coalition de gauche dirigée par Gabriel Boric face à l'extrême-droite de José Antonio Kast. Selon elles, « l'expérience récente de recomposition du tissu social au Chili, qui a donné lieu à un cycle de politisation de masse, a clairement montré que la rue et le processus électoral ne sont pas indépendants et que, à certains moments, le fait de lâcher l'un peut compromettre l'autre ».

Dimanche 19 décembre, Gabriel Boric Font a été élu président du Chili. Lors d'une élection au taux de participation sans précédent, le candidat des partis de gauche regroupés au sein de la coalition Apruebo Dignidad l'a emporté par près de douze points (56% contre 44%) sur le candidat d'extrême droite, José Antonio Kast, et est devenu, à 35 ans, le plus jeune président l'histoire du pays, mais aussi celui ayant reçu les plus importants suffrages. En mars 2022, Sebastián Piñera devra céder le pouvoir à la génération d'étudiant·es qui s'est mobilisée pour l'éducation publique pendant son premier mandat (2010-2014).

Le cycle électoral de la révolte

L'élection présidentielle était l'avant-dernière d'un cycle très dense d'élections, qui se déroule au Chili depuis le début des mobilisations des lycéen·nes, qui ont abouti à une puissante révolte. Depuis le 18 octobre 2019 se sont tenus : le référendum pour une nouvelle Constitution, l'élection des constituant·es et le renouvellement de tous les postes élus par le peuple - maires et conseiller·es, gouvernorats et conseils régionaux, parlementaires et présidence du pays. Il ne reste plus, l'année prochaine, que le référendum pour ratifier la nouvelle Magna Carta. Dans une telle avalanche électorale, la centralité de cette forme de traduction de la contestation sociale était inévitable.

Pour comprendre le comportement politique local au cours de la dernière décennie, il est essentiel de prendre en compte le niveau élevé d'abstention. Depuis la mise en œuvre du suffrage volontaire en 2012, l'abstention n'a cessé d'augmenter, une tendance qui s'est inversée pour la première fois en octobre 2020, à l'occasion du référendum pour une nouvelle Constitution. La courbe de la participation électorale n'a pas été lisse depuis lors. De 50,9% de participation au référendum - dans lequel « j'approuve » l'a emporté sur « je rejette » par 79% contre 21% - nous sommes passés à 47% de participation au premier tour de la présidentielle, un niveau d'abstention très similaire à celui de la dernière élection s'étant déroulée avant la révolte.

Tout indique que les secteurs populaires, en tant que force de vote, ont été sélectifs dans leurs batailles. Cela a parfois conduit à des résultats électoraux difficiles à déchiffrer, mais ce qui est certain c'est que la faible participation des électeur·ices a joué en faveur des forces conservatrices (les élections législatives en ont été le meilleur exemple) et que le peuple a choisi le second tour des élections présidentielles comme étant une bataille cruciale pour lui, et il a ainsi déterminé son résultat.

Les compétitions électorales, et surtout l'élargissement de la participation populaire à celles-ci, ont été guidées par les deux composantes fondatrices de la révolte qui a éclaté au Chili, qui sont sans doute intimement liées : le rejet du néolibéralisme et de ceux qui l'ont administré, et le rejet de l'héritage dictatorial. Tant le référendum pour une nouvelle

Constitution que le récent scrutin, qui a rapidement adopté une forme plébiscitaire, ont suivi ces deux axes. Si en 2019, une mobilisation de masse, qui s'est ensuite exprimée dans le débordement du vote plébiscitaire, a réalisé en quelques semaines ce qu'aucun des partis de la transition démocratique n'a fait en 30 ans (mettre fin à la Constitution de Pinochet), lors du scrutin du second tour de la présidentielle la candidature qui cherchait à restaurer son héritage a été battue, sauvegardant ainsi l'espace institutionnel à partir duquel on aspire à démanteler cet héritage dictatorial : la Convention constitutionnelle.

L'expérience de recomposition du tissu social, d'articulation et de mobilisation intense (malgré l'interruption causée par la pandémie) a donné lieu à un cycle de politisation de masse, au cours duquel de larges secteurs ont constaté que la rue et le processus électoral ne sont pas disjoints et que, à certains moments, lâcher l'un peut compromettre l'autre. Dans un contexte marqué par une forte abstention et par l'éloignement de la voie de la contestation institutionnelle d'un secteur de la gauche, cela marque un tournant pour la recomposition des forces transformatrices.

Le premier tour de la présidentielle

Le 18 juillet a eu lieu la primaire présidentielle au cours de laquelle Chile Vamos et Apruebo Dignidad ont défini, par vote populaire, qui parmi leurs coreligionnaires serait leur candidat. À cette occasion, Gabriel Boric l'a emporté sur le candidat du Parti communiste, Daniel Jadue, avec un total de 1,7 million de voix à eux deux. Dans le même temps, parmi les candidats de Chile Vamos c'est l'indépendant soutenu par l'UDI, Sebastián Sichel, qui l'a emporté – avec les trois autres candidats de son bloc, il a obtenu 1,3 million de voix. Au final, il s'agit de la primaire qui a connu la plus forte participation de l'histoire, et c'est Apruebo Dignidad qui, comme coalition, a recueilli le plus de suffrages.

Quatre mois plus tard, lors du premier tour des élections, le 21 novembre, Boric a obtenu 1,8 million de voix, ne parvenant à progresser hors de son secteur que d'un maigre 100 000 voix par rapport à la primaire. Bien sûr, cette fois, il était opposé à de nombreux candidats d'autres secteurs ; néanmoins, il est arrivé derrière le candidat d'extrême droite, José Antonio Kast, qui n'avait pas participé aux primaires auparavant et qui est arrivé en tête. La faible participation populaire à cette élection, ainsi que la dispersion des candidats, le rôle insaisissable du monde des affaires vis-à-vis de son candidat (Sebastián Sichel) et la faible implication de secteurs plus larges ont laissé le porte-étendard de l'aile gauche dans une position inédite.

L'un des éléments les plus remarquables du premier tour présidentiel est que les principales coalitions politiques qui ont gouverné le Chili post-dictature (les « centres » autoproclamés de gauche et de droite) ont perdu leur hégémonie historique et ont été écartées du récent scrutin. Un deuxième fait est que, pour la première fois, des coalitions comme Apruebo Dignidad et le Frente Social Cristiano, fondées dans le cadre de ce même cycle de contestation post-révolte, sont parvenues au second tour. Alors que le premier avait déjà un groupe parlementaire (avec des député-es du Frente Amplio et du Parti communiste), le second s'inscrit dans le phénomène international de renforcement de ce qu'on appelle l'extrême-droite.

Un troisième élément notable a été le « facteur Parisi » et son « Partido de la Gente » qui, avec près d'un million de voix, a pris la troisième place, faisant irruption comme le grand outsider du premier tour avec un récit qui ravive la promesse néolibérale du succès par

l'effort individuel, depuis une position supposée anti-élite et anti-abus. Le « phénomène Parisi », avec un candidat qui a fait campagne entièrement depuis l'extérieur du pays, est intéressant à analyser pour ce qu'il exprime du champ de contestation que constitue aujourd'hui le processus de politisation de masse en cours.

En effet, Parisi interprète une fibre sensible de la conscience qui est encore ancrée dans l'idée néolibérale du mérite propre, mais qui s'efforce de faire sortir le marché du champ des droits sociaux. Ce récit de l'interrègne, qui met l'individu au centre, critique la corruption des élites mais omet les droits sociaux, se heurte à l'horizon installé par la gauche, et surtout au féminisme, qui affirme le caractère social de l'existence et la responsabilité de socialiser le travail qui la soutient. Contrairement aux partis des regroupements historiques des trente dernières années, qui se sont alignés plus ou moins malencontreusement derrière Boric et Kast, Parisi ne s'est initialement aligné sur aucun d'entre eux, laissant ouvert, à un moment crucial, le combat pour ce million de voix.

Après le premier tour, le Partido de la Gente a de plus en plus incarné une politique de défense du patriarcat, qui s'est exprimée tant dans la campagne électorale que dans la masculinisation de sa base électorale et, très concrètement, dans son candidat qui accumule plus d'un million de dollars de pensions alimentaires impayées. De manière inédite, cette question s'est politisée, ouvrant un débat public inévitable, où Boric et Kast ont dû non seulement se positionner, mais aussi définir par rapport à lui leur relation à l'électorat féminin. Alors que le premier a pris des positions féministes, le second a relativisé la violence économique des agissements de Parisi.

Le second tour et ses résultats

Le second tour de la présidentielle a pris une forme plébiscitaire (et même épique). Le Chili a été confronté une fois de plus à une décision qui fixait les conditions de possibilité de la continuité d'un cycle de transformation, ou la menace de son renversement le plus radical. Cela s'est exprimé non seulement dans la campagne mais aussi - et avec une précision spectrale - dans le résultat final, qui a répété les pourcentages du référendum de 1988, lorsque le pays a décidé s'il voulait ou non que Pinochet reste au pouvoir. A l'époque, le Non l'avait emporté avec 56% contre 44% pour le Oui. Comme le dirait Mark Fisher, plus de 30 ans après, nous sommes confronté·ées aux fantômes qui hantent la démocratie.

Depuis que le second tour existe, l'élection présidentielle chilienne a toujours été remportée par le candidat qui arrive en tête au premier tour. Cette fois-ci, cette régularité historique a été brisée par un facteur décisif : 8% des électeur·ices qui se sont abstenues au premier tour ont décidé de se rendre aux urnes, battant ainsi tous les records de participation électorale de notre histoire récente, pour atteindre 55,6%. Un million deux cent mille voix de plus.

Ce facteur a littéralement bouleversé le scénario. Alors qu'en novembre, Kast a battu Boric dans onze des seize régions du pays, en décembre, Boric a battu Kast dans onze des seize régions, obtenant dans quatre d'entre elles plus de 60% des voix - dont la région métropolitaine de Santiago, située au centre, Atacama à l'extrême nord, et Magallanes, à l'extrême sud du pays. D'où sont venus ces 1,2 million de nouveaux votes et qu'est-ce qui a conduit ces électeur·ices à voter ?

Les femmes et le féminisme : le lieu de l'initiative

Après que les résultats du premier tour de l'élection présidentielle ont été connus, une sonnette d'alarme a été tirée. Il avait toujours semblé probable que José Antonio Kast atteigne le second tour mais, tant dans le camp des organisations populaires que dans celui d'Apruebo Dignidad, personne ne semblait avoir envisagé la possibilité qu'il arrive en première position. Bien que certains sondages aient prévu que cela se produirait, la crédibilité de ces instruments de mesure est depuis longtemps mise à mal et, de plus, une telle projection était contre-intuitive à bien des égards. Comment se peut-il que, dans le Chili de la révolte, le candidat de l'extrême droite arrive en tête ?

Alors que lors des élections précédentes Apruebo Dignidad n'a fait qu'accroître ses performances électorales, se positionnant comme l'alternative la plus viable pour faire face à l'émergence de Kast dans les urnes, force est de constater que, de manière générale, les mouvements sociaux et les organisations populaires n'ont pas publiquement soutenu ou fait campagne pour lui. Il était clair que beaucoup de celles et ceux qui font partie de ces mouvements allaient voter pour Boric, mais l'exercice de délibération collective et de prise de position organique n'a pas eu lieu.

La perplexité de la nuit du 21 novembre a laissé place à différentes formes d'initiatives, qui n'avaient pas été déployées lors du précédent scrutin, avec des prises de position collectives et individuelles appelant à faire campagne en dehors d'Apruebo Dignidad. En quelques heures, un sentiment d'urgence s'est rapidement répandu qui, bien loin d'une quelconque paralysie face aux résultats, a entraîné les premières réponses des secteurs organisés.

Le soir même, la Coordinadora Feminista 8M a convoqué une plénière extraordinaire pour discuter des résultats et des orientations à prendre. Une déclaration publique a été adoptée sous le slogan « Aujourd'hui et non demain » pour soutenir la candidature de Gabriel Boric, ainsi qu'un appel ouvert pour une Assemblée Féministe Antifasciste. Ce premier événement de masse, qui a eu lieu trois jours seulement après le premier tour, a rassemblé près de deux mille personnes - à l'Université de Santiago du Chili (USACH) et à distance à l'assemblée virtuelle qui s'est tenue en parallèle. À cette occasion ont pris la parole des militant·es de la Red Chilena Contra la Violencia Hacia Las Mujeres, de l'Organización de Trans Diversidades, d'associations de soignant·es comme Yo Cuido, du collectif Autoras de Chile, de la Red de Actrices de Chile, de la Federación de Estudiantes de la USACH, du réseau d'avortement Con Amigas y la Red de Actrices de Chile, de la fédération étudiante de la USACH et du réseau d'avortement Con Amigas y las Mujeres, du réseau d'avortement Con Amigas y en la Casa, de la Red de Profesionales por el Derecho a Decidir, de Negrocéntrixs, de Familia es Familia, de Pedaleras Antipatriarcales y Bisidencias, de la Cátedra Amanda Labarca, Anamuri, La Morada et des assemblées territoriales comme celle du métro La Granja et les Mujeres Autoconvocadas de Macul. Chacune des organisations, dont beaucoup n'ont jamais participé à des processus électoraux ni opté pour la voie de la participation institutionnelle, a fait référence à la nécessité de faire un pas en avant dans un appel transversal et résolu, non seulement à voter pour Gabriel Boric, mais à mobiliser autant que nécessaire pour élargir le vote dans les secteurs qui n'avaient pas participé jusqu'à présent.

Il y avait une urgence partagée de vaincre le projet de restauration patriarcale, néolibérale et autoritaire qui semblait si proche. Dans ce contexte, l'expérience des féministes au Brésil a occupé une place centrale dans les interventions de la journée : la négation (Ele Não) ne

suffit pas pour s'imposer dans les élections, la campagne à mener en dehors des partis politiques doit être claire dès le départ dans la communication de son choix et de son appel. Comme l'ont dit les organisations de soignant·es, l'enjeu était bien plus important qu'une élection comme les précédentes : il s'agissait de veiller aux droits obtenus et à la vie des femmes, des filles et des dissident·es. Toutes les personnes présentes savaient que Kast devait être vaincu et que cette défaite devait être écrasante. Et c'est ce qui s'est passé.

Alors que le Partido Republicano a remis en question le suffrage des femmes, les droits sexuels et reproductifs, a ouvertement discriminé les mères célibataires et a dû présenter des excuses publiques après sa revendication initiale de supprimer le ministère de la femme et de l'égalité des sexes, le mouvement féministe et LGBTIQ+ a franchi une étape clé dans l'affirmation de son rôle politique moteur. Et cela parce que les mêmes secteurs réactionnaires qui ont dit que nos vies n'étaient pas une question politique ont fait de nos vies, de nos désirs et de nos droits leur centralité programmatique. Une étape centrale de cet appel transversal et solidaire du mouvement féministe a été l'événement « Nuestra urgencia por vencer », organisé dans les derniers jours de la campagne et auquel ont participé des féministes de la génération des années 80, membres historiques du groupe Mujeres por la Vida, ainsi que des artistes, des activistes et des militant·es de diverses organisations et également des membres du parti Apruebo Dignidad. L'hétérogénéité et l'unité de cet ensemble ont créé un précédent indiscutable.

Affirmer une place dans la campagne contre ces secteurs réactionnaires signifiait aussi, nécessairement, opposer la tendresse et le soin à leur communication fondée sur la haine et les *fake news*. Au niveau le plus intime, de très nombreuses personnes ont décidé pour qui voter dans le cadre d'un geste d'attention pour elles-mêmes, mais aussi pour leurs ami·es, leur famille et les personnes qu'elles savaient être en danger. Le vote est devenu, à des échelles différentes, l'expression de la sollicitude. Cet appel, qui n'était pas un vote de confiance, a nécessité le déploiement d'une campagne ouverte et sans retenue.

Au fil des jours, de plus en plus de secteurs organisés ont rendu public leur appel à voter pour Gabriel Boric, certains en faisant un vote antifasciste, d'autres en faisant allusion à un programme de transformation incluant les aspirations des luttes historiques et, également, certains en reconnaissant que sa victoire était nécessaire pour continuer à construire et affirmer leur propre alternative politique.

Aux côtés des organisations féministes, des organisations syndicales et des mouvements sociaux ont pris l'initiative : le Colegio de Profesoras y Profesores, la Unión Portuaria de Chile, la Coordinadora Nacional de Trabajadores No+afp, la Asociación Nacional de Empleados y Empleadas Fiscales, les Trabajadores del Cobre ; des organisations socio-environnementales comme le Movimiento por las Aguas y los Territorios (MAT) et le Movimiento de Defensa del Agua, la Tierra y la Protección del Medioambiente (MODATIMA) ; des organisations de gauche en dehors d'Apruebo Dignidad, telles que Solidaridad, Movimiento Anticapitalista, Convergencia 2 de Abril, Lista del pueblo ; des organisations de l'Église évangélique ; des figures de proue de la révolte et des victimes de la terreur d'État, telles que la sénatrice récemment élue Fabiola Campillai et Gustavo Gatica ; des étudiant·es militant·es tel·les que Víctor Chanfreau.

À cela s'ajoute le soutien transversal que la candidature de Boric a reçu parmi les électeur·ices des différents secteurs d'indépendants (Independientes No Neutrales, Pueblo Constituyente, Movimientos Sociales Constituyentes et l'ancienne Lista del Pueblo) et de Escaños Reservados de Pueblos Originarios. Toutes ces organisations et acteur·ices, qui

Chili : le peuple l'a emporté, mais l'essentiel reste à faire

<https://www.contretemps.eu> redaction
n'avaient pas pris de position publique pour le premier tour, ont fait des déclarations, des activités et des campagnes en vue du second tour.

Les bastions du second tour

La participation électorale a augmenté dans tous les coins du pays. Le pourcentage de croissance le plus élevé a été observé dans la région métropolitaine de Santiago (qui concentre 40 % des électeur-ices du pays), avec 11 % de voix supplémentaires pour une moyenne nationale de 8 % d'augmentation. Cette augmentation a principalement été le fait des quartiers marginalisés et populaires de la grande agglomération. Sur les 52 communes qui composent la capitale, ce sont les plus pauvres, qui avaient souvent les taux d'abstention les plus élevés, qui ont voté en masse pour Boric, qui a obtenu dans des endroits comme La Pintana, Los Espejo, Cerro Navia, Puente Alto, La Granja, Renca ou San Joaquín plus de 70 % de soutien, bien au-dessus de la moyenne nationale de 55 %.

Tout cela s'est déroulé malgré l'obstruction manifeste du gouvernement au bon fonctionnement des transports publics, qui a rendu difficile l'exercice du droit de vote, notamment pour les zones les plus isolées des villes. Les distances habituellement parcourues en quinze minutes l'étaient en deux heures le jour des élections. L'objectif était clairement de limiter le vote dans les périphéries.

La commune rurale de Paine, d'où est originaire la famille Kast pour qui elle constitue une sorte de fief, mérite une mention spéciale. Contrairement au premier tour, Boric a gagné à Paine avec 54,6 % des voix, infligeant une défaite au « nazi » (comme on l'appelle là-bas) dans sa propre maison. José Antonio Kast, à quelques exceptions près, n'a dépassé les 70% des voix que dans les trois communes du 1% le plus riche du pays, les mêmes communes dans lesquelles avait été rejetée l'idée d'une Nouvelle Constitution.

Boric a également dépassé les 70% des voix dans des zones de dévastation socio-environnementale qui, marquées par l'extractivisme, ont été déclarées « zones de sacrifice ». Petorca, Puchuncaví, Huasco, Freirina, lieux de longues batailles et de résistances écologistes, sont sortis pour barrer la route au négationnisme de Kast face à la crise climatique.

Enfin, il faut noter le vote massif des femmes en faveur du candidat de Apruebo Dignidad. Nous ne disposons pas encore des données ventilées par âge et par sexe du service électoral, mais selon l'estimation de la plateforme Decide Chile, de l'entreprise de big data Unlhoster, « les femmes de moins de 50 ans ont été le moteur du triomphe de Boric », indiquant que leur participation a explosé et qu'elles ont apporté leur soutien à Boric dans une proportion supérieure à la moyenne. Alors qu'au premier tour avaient participé 53% des femmes de moins de 30 ans ayant le droit de vote et 58% des femmes entre 30 et 50 ans, au second tour leur participation est passée respectivement à 63% et 67%. Boric a obtenu 65% des voix des femmes de moins de 30 ans et 61% des femmes entre 30 et 50 ans.

Les 1,2 million de voix qui ont permis la victoire de Boric sont issues de l'auto-organisation, de la mobilisation et de la décision politique des quartiers pauvres, des zones d'extractivisme, de la jeunesse populaire et des femmes ; en d'autres termes, des secteurs qui ont assumé la tâche de stopper la menace certaine qui pesait sur leur vie et leurs droits. La question qui reste ouverte est la suivante : sur quelles forces Boric va-t-il

Pas de naïveté

Nous ne pouvons pas être certain·es de l'avenir, mais nous pouvons reconstituer les étapes franchies qui nous ont placé·es dans les circonstances actuelles. La plupart des secteurs sociaux qui ont rompu avec l'abstention électorale, rendant ainsi possible la victoire de Boric, se sont mobilisés parce qu'il fallait absolument battre Kast dans les urnes, plutôt que parce qu'ils faisaient intimement confiance à l'actuel président élu. De nombreuses organisations sociales ont fait campagne en revendiquant une position d'indépendance vis-à-vis de la coalition Apruebo Dignidad. La place incontournable qu'occupe la mémoire dans la dynamique politique n'a cessé de jouer à chaque instant ; cette mémoire du passé qui crie « plus jamais ça » face à l'héritage pinochétiste, et cette mémoire récente qui s'est forgée dans le feu de la révolte.

Gabriel Boric a signé l'Acuerdo por la Paz Social y la Nueva Constitución le 15 novembre 2019, seul et contre la base de son parti – un accord qui a permis au processus constituant de se dérouler, dans des termes que de larges secteurs populaires ont critiqués et qui a également été lu comme une capitulation face à la demande massive de la rue de destituer Sebastián Piñera pour les violations systématiques des droits de l'homme. Cela a provoqué une rupture et une sortie de militant·es de la coalition de Boric, ainsi que sa mise en cause publique par plusieurs mouvements et secteurs mobilisés. Par la suite, la décision de Boric lui-même et de plusieurs de ses collègues parlementaires d'approuver de manière générale le projet de loi punissant de peines sévères diverses formes de protestation, dans le contexte de la révolte, a également eu des conséquences. Par la suite, ces parlementaires ont présenté des excuses pour cette décision, mais ces excuses n'étaient pas assez fortes pour contrer la méfiance qui s'était installée.

Ce n'est pas un hasard si le caractère central que revêt aujourd'hui la demande de libération des prisonnier·es politiques a été fortement ressenti dans la nuit du 19 décembre, lorsque, après la victoire, M. Boric a prononcé son premier discours au pays en tant que président élu. Parmi les plus de cent mille personnes qui se sont rassemblées à l'Alameda, le cri « libérez les prisonnier·es de la lutte » a éclaté bruyamment, ce à quoi Boric, interrompant son discours, a répondu : « nous sommes déjà en train de parler à leurs familles ». Le lendemain, la première mesure officielle annoncée par le président élu a été de lever toutes les poursuites judiciaires en vertu de la loi sur la sécurité de l'État contre les prisonnier·es politiques de la révolte. Bien que cela soit plus symbolique que pratique (dans la mesure où toutes les prisonnier·es ne sont pas privé·es de leur liberté au titre de cette loi, et dans le cas de celles et ceux qui le sont, ce n'est pas la seule loi qui s'applique), cela semble sans aucun doute être le bon signal.

Après le résultat du premier tour de l'élection présidentielle, Apruebo Dignidad a rapidement cherché à approcher les partis de l'ancienne Concertación, en particulier la Democracia Cristiana (qui a décidé de soutenir la campagne pour ensuite entrer dans l'opposition) et le Partido Socialista (qui a dès le départ rendu public son soutien). Au sommet, l'effort initial s'est concentré sur la captation des votes du « centre ». Cependant, au fil des jours, le réveil populaire a commencé à se faire sentir, remplissant les rassemblements dans les villes et les villages lors des déplacements du candidat présidentiel. Des milliers de gestes de soutien populaire et d'affection pour Boric sont

devenus viraux sur les réseaux sociaux et dans la presse, donnant à la campagne une dimension d'épopée créative et autonome qu'elle n'avait pas auparavant. En revanche, Kast n'a à aucun moment réussi à rassembler des foules et, effrayé face à son électorat, il s'est plutôt fait remarquer en repoussant le contact physique avec ses partisans.

Au fur et à mesure que cette tendance s'affirmait, la coalition Apruebo Dignidad a semblé reconnaître que la clé pour remporter le second tour n'était pas simplement d'additionner les votes de l'ancienne Concertación, mais bien d'atteindre ceux qui n'avaient pas adhéré auparavant, et c'est ce qu'elle a fait. Mais elle l'a également fait en ravivant la figure de Michelle Bachelet, qui bénéficie d'une grande aura au sein de la population et qui est venue au Chili pour exprimer son soutien au candidat. Pendant un moment, le pays, qui avait sanctionné dans les urnes l'ancien bloc dirigeant, a été à nouveau teinté d'un bachelétisme qui laissait voir une continuité inquiétante. Les premières semaines passant, une articulation sans précédent s'est réalisée, qui a rassemblé à la fois les principales figures des 30 années de post-dictature et celles et ceux d'entre nous qui en avaient été les principaux détracteur-ices et critiques pendant la révolte.

Apruebo Dignidad a remporté l'élection présidentielle en portant un programme de réformes qui comprend des demandes populaires importantes et sincères, notamment en ce qui concerne l'extension des droits sociaux aux groupes historiquement exclus ; toutefois, à l'exception du Partido Comunista, il ne s'agit pas d'une coalition dont la composition est majoritairement populaire. Reste à voir s'il gouverne à partir et grâce à la force du peuple ou s'il se limite à offrir une répétition amicale du même scénario de transition. C'est ce qui déterminera l'importance de l'espace qui s'ouvrira dans la période immédiate pour la construction de forces politiques émergentes, avec des horizons anticapitalistes, fondés sur l'articulation d'organisations populaires qui ont assumé dans ce cycle une voie de lutte institutionnelle en dehors des partis traditionnels. Tant que Apruebo Dignidad n'avance pas avec des faits concrets, nous nous permettons d'exercer librement notre droit au doute.

La place de l'opposition

Indépendamment des positions plus ou moins critiques à partir desquelles divers secteurs populaires ont apporté leur soutien à Boric, ce qui est certain, c'est que la place de l'opposition dans la prochaine période présidentielle sera éminemment occupée par l'extrême droite. Il s'agira d'une opposition bien différente de celle construite par le peuple lors des mandats précédents, puisqu'elle disposera de la machine de communication hégémonique qui a déjà été mise à sa disposition pour discréditer la Convention constitutionnelle et pour asséner le discours « anticommuniste » qu'elle déploie contre toute idée de réforme.

La veille de l'élection, la constituante et militante du Partido Republicano, Teresa Marinovic, a publié une tribune intitulée « Kast a déjà gagné ». Anticipant la défaite électorale de son parti, elle a déclaré : « L'élection présidentielle n'est plus très loin, mais nous connaissons déjà les résultats de ce second tour : Kast a gagné. Il a gagné même s'il a obtenu un nombre de voix inférieur à celui de Gabriel Boric, Kast a gagné. Il a démantelé la thèse selon laquelle son discours n'était pas viable et qu'il était condamné à représenter une niche trop petite ». De fait, Kast est passé d'un petit 7,9% à la présidentielle de 2017 à la consolidation d'un leadership qui a entraîné jusqu'à une droite prétendument libérale, il a

Cependant, contrairement à ce qu'elle prétend dans la même colonne, la distance entre Trump, Bolsonaro et Kast n'est pas une question de caractère. L'extrême droite chilienne s'est limitée à répéter un scénario international, une formule, mais ni les États-Unis de 2016 ni le Brésil de 2018 n'étaient le Chili actuel, celui des horizons politiques ouverts par la révolte. Dans un cadre marqué par la mobilisation et la politisation des masses, Kast n'a pas réussi à développer une force mobilisatrice propre, ni à articuler une proposition concrète. Sa campagne n'a été qu'un long effort pour dépolitiser le débat et lui ôter toute profondeur programmatique. Il pensait pouvoir parler au Chili d'antan. Kast est l'expression d'une bourgeoisie qui prend ses désirs pour des réalités, et son vœu le plus cher est que la révolte n'ait jamais eu lieu.

Aujourd'hui, nous poussons un soupir de soulagement parce que nous avons empêché Kast et son programme anti-femmes, anti-dissidence sexuelle et de genre, anti-immigrés et anti-pauvres de former un gouvernement ; parce que nous avons assuré la poursuite du processus constituant ; parce que nous avons démontré une fois de plus que lorsque le peuple entreprend une bataille, il la gagne. Néanmoins, nous savons bien que la lutte contre le néo-fascisme ne commence ni ne se termine dans les urnes. Nous ne faisons que commencer. Nous savons également que ce sont les partis autoproclamés de gauche ou de centre-gauche qui, avec leurs politiques de précarisation, ont ouvert la voie à l'émergence de ces extrêmes-droites.

Ce n'est pas en nous subordonnant à ces partis, au nom du moindre mal ou au nom du possible, que nous pourrions vaincre ces droites, non seulement électoralement mais aussi socialement. Face à son sommet historique actuel, reste à l'ordre du jour la tâche indispensable d'affirmer une alternative à partir du peuple, une alternative émergeant de cette voix qui ne peut être déléguée, de ce désir fécond d'une autre vie, cette vie que les multitudes commencent déjà à imaginer et à écrire.

Une tâche qui dépasse les frontières

Nous profitons de ces derniers mots pour transmettre un message aux camarades d'autres latitudes, notamment en Amérique latine. Nous sommes conscient·es de la signification internationale tant de ce résultat électoral que du processus constituant en cours, qui se déroule dans le contexte d'une crise mondiale aggravée du néolibéralisme prédateur. Nous savons que cette voie ouverte par les peuples en révolte implique des aspirations populaires qui dépassent les frontières et qu'il ne suffit pas d'adopter la position défensive du « No pasarán », mais qu'il faut affirmer une alternative de transformation vitale et urgente.

Nous voulons que vous sachiez que, au moins en ce qui concerne le mouvement féministe chilien, le franchissement de chaque étape a été accompagné par les luttes et les leçons – avec leurs succès et leurs erreurs – de nombreux peuples. Les luttes féministes en Pologne, en Espagne et en Argentine qui se sont dressées dans la grève, la résistance à l'extrême-droite négationniste du peuple brésilien, les manifestations en Équateur et en Colombie, les révoltes à Hong Kong, au Liban et au Soudan. Il est impossible de les énumérer toutes. Et si nous avons pu, ici aussi, rejoindre cette constellation de soulèvements, et si nous avons pu vaincre les néo-fascistes dans les urnes, c'est parce que nous avons délibérément décidé de nous laisser guider et accompagner par ces expériences. Notre souhait est que, tout comme nous continuons à vous regarder, vous puissiez nous accompagner aujourd'hui pour

Chili : le peuple l'a emporté, mais l'essentiel reste à
<https://www.contretemps.eu> faire redaction
prendre dans cette expérience collective ce qui vous est utile sur ce chemin vers la vie que
nous désirons et qui défie les frontières.

*

Publié par [Jacobin América Latina](#) ; traduction de l'espagnol (Chili) par la rédaction de
Contretemps

Illustration : Gabriela Vergara Toro.